



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

18 août 2016

La descente dans la rue prévue pour demain, à l'initiative du mouvement politique AFP, accapare les colonnes des journaux, ce jour. Et pour cause, l'éventualité de troubles semblables à ceux survenus le 26 janvier 2009 n'est pas écartée. Parallèlement, l'envoyé spécial de la SADC remet sur le tapis la question de la mise en œuvre de la Feuille de route. Il se dit favorable à un dialogue entre toutes les forces vives de la Nation, afin d'aboutir à la réconciliation et partant, à la stabilité du pays.

Foyers de tension

SOAMAHAMANINA : MANIFESTATION PREVUE CE JOUR

« Soamahamanina : des risques d'affrontements », tel est le titre de l'article publié par **Les Nouvelles (p. 2)** concernant l'exploitation minière dans cette localité. Les affrontements pourraient survenir entre les opposants à ce projet minier et les occupants des terrains du fokontany Androvolobe, lesquels ont contracté un bail de terrain avec l'entreprise chinoise Jiuxing Mines. Les opposants ont décidé d'organiser une manifestation ce jour, sans en aviser le Maire de la commune, Théophile Rabesahalaso. Ce dernier d'expliquer que « ces opposants ont menacé d'incendier le bâtiment de la commune. Aussi, il est contraint de fermer ses bureaux, malgré les mariages civils déjà programmés. Ces opposants réclament l'arrêt du projet et le départ des Chinois de la commune ». Le traitement de l'information semble partial dans la mesure où les opposants à ce projet ont été occultés, tandis que seuls les acteurs qui se disent favorables à ce projet ont été interviewés. L'article comporte en effet, une interview des propriétaires fonciers, du Maire de la commune ainsi que du président de l'Union Imatsoanala. Cette Union, qui regroupe 9 communautés de base, affirme que contrairement aux craintes d'une frange des habitants, la forêt primaire de Tapia ne sera pas menacée par l'exploitation minière. En outre, la part de la commune pour les frais d'administration minière est de plus de 19 millions d'Ariary pour 2016. Les propriétaires fonciers font appel à l'intervention des dirigeants pour résoudre le problème et clarifier la situation au grand public. Ils réclament des autorités étatiques à ce qu'elles lèvent la décision de suspendre les travaux, et la reprise de ces travaux menés par l'entreprise minière. (**Midi Madagasikara, p. 2 ; Madagascar-Laza, p. 3**)

PLACE DU 13 MAI : LES FORCES DE L'ORDRE SUR LE QUI-VIVE

Un autre risque d'échauffourées est à craindre demain. Et pour cause, l'association « Antso ho Fanavotam-pirenena » ou AFP, a prévu de descendre dans la rue, plus précisément sur la Place du 13 Mai, « pour mettre fin à la mauvaise gouvernance ». Cette manifestation n'ayant pas obtenu d'autorisation, la Préfecture de Police a décidé de réquisitionner les éléments des forces de l'ordre au sein de l'Etat-major Mixte Opérationnel de la Région, pour sécuriser les lieux. Les forces de l'ordre vont ainsi investir les lieux dès les premières heures de la journée, pour arrêter toute tentative d'attroupement. Le quadrillage des lieux et des artères environnantes ainsi que la mobilisation des motards sont de mise. Concernant la situation pour demain, les forces de l'ordre ont été informées que des manifestants tireront sur la population et feront porter la responsabilité de ces tirs aux autorités et aux forces de l'ordre. (**Les Nouvelles, p. 3 ; Madagascar-Laza, p. 2 ; Madagascar Matin, p. 4**) Les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



renseignements militaires auraient également confirmé l'existence d'un projet de recrutement de gros bras et d'ex militaires, pour semer des troubles dans la capitale. Il serait même question d'introduire illégalement des armes via l'île de Sainte-Marie. En somme, les manifestants projettent de rééditer les événements du 26 janvier 2009, caractérisés par des scènes de pillage dans le centre-ville. Aussi, l'accès à l'Avenue de l'Indépendance sera interdit, et les leaders de la manifestation seront arrêtés. Faniry Razafimanantany étant parmi ces leaders, il a déclaré que le programme est maintenu, tout en invitant les Tananariviens à venir nombreux demain, pour prouver que des milliers de personnes sont contre ce régime. (Midi Madagasikara, p. 12 ; L'Express de Madagascar, p. 2)

- Pour le parti Avotra ho an'ny firenena, « le peuple étant le principal détenteur du pouvoir, il est tout à fait dans son droit de faire valoir ses prérogatives en retirant l'autorité aux dirigeants en ne passant pas par la voie des urnes ». Face à cette opinion, le quotidien **Les Nouvelles** (p. 2) commente que la pauvreté de la population et la mauvaise gestion du pays sont des faits indéniables et reconnus par tous.
- En dépit de sa tendance vers l'opposition, le parti TAMAMI demande à ce que la manifestation de demain soit annulée. Il lance un appel aux dirigeants de l'AFP à un entretien en public dans le but de les convaincre sur l'inopportunité de cette manifestation. (Madagascar-Laza, p. 2). Ce quotidien semble avoir un avis tranché sur le sujet. Dans un autre article, il commente effectivement, que l'introduction illégale d'armes et la demande de démission du Président sont des manœuvres de l'AFP et du mouvement Mitsangana ry Malagasy, pour conquérir le pouvoir. Ces jonctions de différents mouvements politiques ne sont pas innocents. Si Marc Ravalomanana avait été la cible des putschistes en 2009, les mêmes têtes veulent rééditer le même cas de figure contre le régime actuel. (p.3)
- « Un vendredi ensanglanté ? », tel est l'intitulé affiché à la Une de **Tia Tanindrazana**. Le journal se montre alarmiste dans le traitement de cette information, et relaie les informations sur les éventuels coups de feu en direction de la foule, qui pourraient survenir au cours de cette manifestation.

Communauté internationale

EN VUE DE LA STABILITE POLITIQUE, JOAQUIM CHISSANO SE DIT FAVORABLE AU DIALOGUE

L'envoyé spécial de la Communauté de développement des Etats de l'Afrique Australe ou SADC, Joaquim Chissano s'est entretenu avec l'ancien Président Marc Ravalomanana, hier. Ce dernier a déclaré qu'il n'est pas nécessaire de descendre dans les rues en vue de déstabiliser l'actuel régime. Il s'est dit partant pour un nouveau dialogue, d'autant qu'il avait prévu de rencontrer le Président de la République pour s'entretenir sur ses litiges fonciers et professionnels. L'émissaire de la SADC partage le même avis, en déclarant que la seule solution afin d'éviter une nouvelle crise reste le dialogue entre toutes les forces vives. Tous les leaders malgaches sont conscients, selon lui, qu'il est important pour les dirigeants et les politiciens ainsi que la société civile de se réunir autour d'une table, pour élaborer ensemble une nouvelle stratégie en vue de la stabilité. Concernant les élections présidentielles de 2018, l'ancien Président Marc Ravalomanana a affirmé qu'il ne sera plus question de « Ni... Ni », faisant allusion à l'interdiction qui lui a été posée ainsi qu'à l'ancien Président de la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



*Transition de se porter candidats aux dernières élections de 2013. **Les Nouvelles (p. 2)** Joaquim Chissano a également rencontré le Premier ministre Olivier Solonandrasana Mahafaly, pour émettre des observations sur la garantie de la stabilité. Etant donné que la réconciliation n'est pas réussie, un renouvellement du dialogue avec toutes les parties prenantes a été suggéré au cours de cette entrevue. (**L'Express de Madagascar, p. 5**)*

- *Joaquim Chissano a-t-il reconnu devant l'ex Président Marc Ravalomanana que le concept du « Ni... Ni » était une erreur ?, s'interroge **Midi Madagasikara (p. 13)**. En tout cas, pour anticiper les résultats de son évaluation, l'émissaire de la SADC a admis que la Feuille de route n'a pas été mise en œuvre dans son intégralité. En effet, l'article 3 de cette Feuille de route, qui recommande la mise en place d'un climat de confiance entre les parties prenantes ainsi que la réconciliation nationale, n'a pas été considéré. Raison pour laquelle Joaquim Chissano a lancé un appel au dialogue entre toutes les forces vives de la Nation, tout en condamnant toute velléité de coup d'Etat.*
- *L'ex Chef d'Etat Marc Ravalomanana a insisté sur l'application de certaines dispositions de la Feuille de route, dont celle concernant l'indemnisation des victimes des événements marquants de la crise de 2009. (**La Vérité, p. 2**)*
- *Contrairement à toutes les idées qui se font depuis la Transition, la crise perdure. Mais, comme toujours, chacun a sa propre version des faits, estime l'éditorialiste de **Les Nouvelles (p. 3)**. Joaquim Chissano constate un changement depuis la fin de la Transition. Hery Rajaonarimampianina croit toujours que la pauvreté n'existe pas au pays. Marc Ravalomanana voit que sa situation n'a pas évolué, tandis que le camp de l'opposition note une nette dégradation de la situation. Apparemment, ils ne vivent pas la pauvreté profonde dans laquelle se trouve la plupart des Malgaches actuellement.*
- *Il faudra ainsi convaincre les anciens Présidents Albert Zafy et Andry Rajoelina de retourner sur la table des négociations. Ces derniers avaient, rappelons-le, claqué la porte au processus de réconciliation initié par le Conseil Œcuménique des églises chrétiennes. (**L'Express de Madagascar, p. 5**)*
- *Joaquim Chissano semble pousser vers la tenue d'une table ronde entre le pouvoir et ses opposants. Sera-t-il entendu par les premiers responsables du pays, qui persistent à faire la source oreille face aux exigences des autres forces politiques ?, questionne l'éditorialiste de **L'Observateur (p. 2)**. Si ce n'est pas le cas, il sera difficile de croire à la stabilité.*

Format de couverture

*Les journaux **Les Nouvelles** et **L'Observateur**, publient sous forme de banderole à la Une de leur édition du jour, les dénonciations faites par le mouvement « Mitsangana Ry Malagasy », dont le logo apparaît clairement dans l'annonce. Le message de ce mouvement politique s'adresse, non sans ironie, à Joaquim Chissano, envoyé spécial de la SADC. « 97% des Malgaches vivent dans la misère, près de 700.000 personnes sont frappées par la famine dans le Sud. A part ça Mr Chissano, tout va bien. Le régime, les dirigeants, la corruption et le bois de rose vont à merveille. La délégation de la SADC peut rentrer tranquillement à l'abri des bois ronds », peut-on lire dans cette annonce. Un autre message paru dans **La Vérité** et **Madagascar-Matin** vise directement les tenants du pouvoir : « le peuple, l'église, les*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



syndicats, les partis politiques tirent la sonnette d'alarme. Les dirigeants font la sourde oreille ».

Style et déontologie

La loi interdit la publicité des boissons alcoolisées et la consommation de ces boissons sur la voie publique. La boisson THB est concernée par cette interdiction, puisque son taux d'alcool dépasse 1°, note **Tia Tanindrazana (p. 8)**. Le journal revient en effet, sur le débat autour de la tenue de l'événement « THB Tour ». S'il fut un temps où cet événement était interdit, il est désormais autorisé mais sous conditions. Or, la loi est applicable à tous, rappelle le journal. En même temps, pour agrémenter son article, le journaliste diffuse l'image d'une bouteille et d'un verre de bière de marque THB aux couleurs rouge.

Un peu d'humour



La Gazette de la Grande Île p. 5

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

